

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

1. Mode de passation

Le présent avis est couvert par l'accord sur les marchés publics de l'OMC. (2014/24/UE)

Type de procédure : Marché sur procédure adaptée

L'avis implique : un accord cadre à bons de commande

Information sur l'accord cadre : Accord-cadre avec un seul opérateur

2. Identification de l'organisme qui passe le marché

Nom de l'organisme acheteur :

ÉTAT – Ministère des Transports

Direction Interdépartementale des Routes Nord

Adresse : 44 ter rue Jean Bart CS 20 275

Code postal : 59 019 Ville : LILLE CEDEX

Code NUTS : FR

Point de contact : Mme La Directrice Interdépartementale des Routes Nord

Téléphone : 03 20 49 63 44 Télécopieur : 03 20 49 60 68

Courrier électronique (courriel) : dirn@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.dir-nord.developpement-durable.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

3. Description du marché

Nature du marché : Marché public de travaux

Intitulé du marché :

Entretien de l'assainissement en zones d'accès difficiles et de wateringues_DIR Nord/District du Littoral

Description succincte du marché :

Travaux de remise en état de l'assainissement existant le long de l'autoroute A16, avec travaux d'entretien en partie supérieure du remblai en limite de bande d'arrêt d'urgence et recalibrage des fossés existants en pied de remblai, suit à la réalisation de pistes d'accès à proximité des wateringues en place.

Le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 600 000 euros TTC pour une durée de 12 mois et un montant maximum de 6 400 000 euros TTC pour la durée totale de 48 mois.

Classification CPV

Objet principal : 45233141-9

En secondaire 45233229-0

4. Renseignements relatifs aux lots

Information sur le marché : Marché unique

Description des prestations :

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent la réfection des dispositifs d'assainissement le long de l'autoroute A16 dans les zones contiguës aux wateringues en place

Les travaux consisteront principalement en :

- Travaux d'abattage et débroussaillage en pied de remblai pour accès aux dispositifs d'assainissement ;
- Travaux d'entretien en partie supérieure de l'autoroute ;
- Travaux de curage des fossés existants et évacuation partielle des boues ;
- Création d'une zone d'accès pour l'entretien des wateringues existantes.

Les candidats sont informés que le maître d'ouvrage envisage d'échelonner la dépense de façon dégressive. Ainsi, sans prédire de l'engagement des dépenses de la part du maître d'ouvrage, les volumes de commande escomptés représenteraient :

- lors de la première année ferme de l'accord-cadre, un montant de l'ordre du maximum annuel prévu au marché ;
- en cas d'une première reconduction, un volume équivalent à la moitié du maximum annuel ;
- en cas d'une deuxième et troisième reconduction, des volumes de commande plus modestes, de l'ordre de 100 000 € TTC, pour réaliser l'entretien des travaux réalisés durant les deux dernières années de l'accord-cadre.

Ces hypothèses ne constituent néanmoins pas un engagement de la part du maître d'ouvrage.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Le réseau routier national non-concédé géré par la Direction Interdépartementale des Routes Nord dans le département du Nord sur le District du Littoral secteur Calais / Gravelines

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Non

5. Durée du marché ou délai d'exécution

Durée du marché de l'accord-cadre :

12 mois, reconductibles 3 fois, pour une durée totale de 48 mois.

6. Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation.

7. Conditions relatives au marché

Cautionnement et garanties exigés :

- * Pas de retenue de garantie .

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

- * Origine du financement : 100 % État
- * Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;
- * Les prix seront révisables ;
- * Les comptes seront réglés mensuellement sous la forme d'acomptes et d'un solde ;
- * Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;
- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires ou des entreprises groupées conjointes.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du RMO.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une seule offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Autres conditions particulières :

- * Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation ;
- * En application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP, l'exécution du marché comporte une clause sociale obligatoire visant à l'insertion par l'activité économique des personnes éloignées de l'emploi.

8. Conditions de participation

Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- La forme juridique du candidat
- En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire
- Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus
- Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour

l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :
 - le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices
 - le chiffre d'affaires annuel moyen
 - le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché
 - le chiffre d'affaires annuel moyen dans le domaine d'activités couvert par le marché

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

Capacité économique et financière :

Un chiffre d'affaires dont la moyenne sur les trois dernières années d'exercice est supérieure à deux (2) millions d'euros TTC.

Capacité technique et professionnelle :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- les informations concernant l'opérateur économique
- une liste des travaux exécutés sur les 5 dernières années ; elle peut être complétée par des références antérieures
- le nom des techniciens ou des organismes techniques auxquels il fera appel
- la liste des équipements techniques et des mesures pour s'assurer de la qualité et celle des moyens d'études et de recherches

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

Liste et description succincte des critères de sélection :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

- La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années

Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

Les qualifications FNTP requises sont les suivantes :

- sans objet

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Conditions particulières d'exécution :

Origine du financement :

Budget de l'État - Mission Réseau Routier National ; Programme entretien du réseau routier National

Une avance sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges.

Les prix seront révisables.

Les comptes seront réglés mensuellement sous la forme d'acomptes et d'un solde.

Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours.

Autres conditions particulières :

Il sera fait application de l'article L.2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation.

En application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP, l'exécution du marché comporte une clause sociale obligatoire visant à l'insertion par l'activité économique des personnes éloignées de l'emploi.

9. Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 11/12/2025 à 12h00

Délai de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Informations complémentaires

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DIRN-SIRO-2025-11-01

Autres informations :

- * Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * Les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO ;
- * Il ne s'agit pas d'un marché à caractère périodique ;
- * Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires.

Modalités d'ouverture des offres

- * Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- * L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- * Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique figurant dans le présent avis, après avoir installé les pré-requis techniques et avoir pris connaissance du manuel d'utilisation.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

- * **La transmission des candidatures et des offres se fera exclusivement par voie électronique** via la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marchés-publics.gouv.fr>) suivant les modalités précisées dans le règlement de consultation.
- * L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur ;
- * Si plusieurs offres électroniques sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue.
- * La copie de sauvegarde, prévue à l'article R.2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde" ;
- * Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait

déecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues ;

* Les offres seront transmises obligatoirement par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique figurant dans le présent avis, le seront suivant les modalités précisées dans le règlement de la consultation.

10. Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Lille

Adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039

Code postal : 59014 Ville : LILLE CEDEX

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 0359542342 Télécopieur : 0359542445

Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.lille.tribunal-administratif.fr>

Introduction de recours :

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : -

* Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 du Code de Justice Administrative) ;

* Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative) ;

* Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

11. Envoi à la publication

Date d'envoi du présent avis : 05/11/2025

PUBLICATION AU BOAMP

Départements de publication : 59, 62

Départements de rappel : 02 ; 60 ; 80

Principale(s) activité(s) du Maître d'Ouvrage :

Entretien et exploitation du réseau routier national

CLASSIFICATION DES PRODUITS

Produits associés à cette annonce :

45 - Travaux de construction

FACTURATION

Numéro de bon de commande d'insertion au BOAMP :